

Convention collective nationale

IDCC : 1265. – **RETRAITE ET PRÉVOYANCE
DES CADRES**
(15 juin 1983)

(Bulletin officiel n° 1987-20)

*(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,
Journal officiel du 13 mai 1987)*

AVENANT DU 2 DÉCEMBRE 2005
RELATIF À LA MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION D 25

NOR : *ASET0650017M*

IDCC : *1265*

Le texte du chapitre IX de la délibération D 25 est désormais le suivant :

« IX. – Salariés concernés par l'article L. 241-3-1 du code de la sécurité sociale : travail à temps partiel, temps de travail forfaitaire rémunéré à un niveau inférieur à celui d'une activité à temps plein...

Les salariés pour lesquels les cotisations d'assurance-vieillesse sont calculées, en vertu de l'article L. 241-3-1 du code de la sécurité sociale, sur la base de la rémunération correspondant au temps plein, peuvent obtenir auprès du régime de la convention collective nationale du 14 mars 1947, s'ils en relèvent, des points de retraite calculés sur la même base.

La décision visant à cotiser sur la base des rémunérations reconstituées à temps plein a un caractère individuel, c'est-à-dire nécessite l'accord de l'employeur et de chaque salarié concerné.

Ce dispositif n'est pas applicable aux participants en situation de retraite progressive. »

Fait à Paris, le 2 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Mouvement des entreprises de France ;

Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

Syndicats de salariés :

Confédération française de l'encadrement CGC ;
Union générale des ingénieurs, cadre et assimilés CFTC ;
Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT ;
Union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;
Union des cadres et ingénieurs de la CGT-Force ouvrière.